



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

07 au 13 Septembre 2024

SOMMAIRE

Salon de l'agronomie - Les dernières recherches au service de l'agriculture	2
Holijaona Raboanarijaona : La FOCAC est une voie vers la transformation économique de Madagascar	2
Changement climatique - Deux millions USD pour soutenir les huiles essentielles.....	3
AG AFRICA 50 - Le développement des infrastructures au menu	4
Technologie numérique - Le monde rural sort de l'ombre	4
Développement du tourisme : des figures influentes des médias parlent de Madagascar	5
OPJEB : Madagascar engagé dans la promotion de l'économie bleue	6
Commerce extérieur - Les produits malgaches exemptés de droits de douane	6
Autosuffisance alimentaire - Madagascar mise sur le riz hybride	7
Industrialisation : Partenariat entre le MIC et le programme FIHARIANA.....	8
ZLECAf : Stratégie nationale visant une transformation économique pour Madagascar.....	8
Salon de l'Agronomie : Vulgariser les recherches et innovations en agronomie.....	9
Recyclage des déchets textiles : Madagascar prêt à relever le défi.....	9
Equipements lourds - Le groupe Sany s'intéresse à Madagascar	10
Innovation HUB 2024 - La banque centrale s'adapte à la révolution numérique	10
A.G d'Africa 50 : 31 pays participants attendus.....	10
Lokaro – Site touristique : une nouvelle ère du tourisme dans l'Anosy.....	11
Banky Foiben'i Madagasikara : Relance du programme d'achat d'or local.....	12
Madagascar et Huawei renforcent leur partenariat en matière de transformation numérique en signant un nouveau protocole d'accord.....	12
Banque Africaine de Développement : 6 575 projets financés durant ses 60 ans d'existence	13
Énergies renouvelables : Renforcement de la coopération avec l'Indonésie	14
Pêche et économie bleue : Concertation de trois jours pour aligner les stratégies nationales	14
Marchés mondiaux de l'électricité : vers une plus grande participation du secteur privé.....	14
Riz hybride - Des semences parentales à produire localement	15
Transformation de l'agriculture : Appel à l'implication du secteur privé par l'État.....	15
Foire Régionale Analamanga : La deuxième édition du 20 au 22 septembre au Kianja Barea	16
Environnement : Drones et intelligence artificielle au service de la biodiversité	16
Fiscalité : le secteur privé réclame plus de retombées.....	17

Salon de l'agronomie - Les dernières recherches au service de l'agriculture

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 7 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les ingénieurs agronomes, forts de leur formation à l'École supérieure des sciences agronomiques (ESSA), sont les artisans des nouvelles techniques agricoles innovantes, visant à accroître les rendements et à répondre aux défis climatiques. Ils sont au service de l'agriculture, en apportant leur expertise, acquise au cours des formations. Une référence, en ce qui concerne le domaine. Le secteur est actuellement en pleine mutation, et les chercheurs sont le pivot de cette transformation. Le Salon de l'Agronomie, prévu du 17 au 20 septembre à l'ESSA, sera l'occasion de mettre en avant les dernières innovations en la matière.

« Cette année, l'événement se concentrera sur la vulgarisation de la recherche et de l'innovation, tout en permettant aux partenaires de partager leurs attentes et engagements pour une agriculture durable », ont affirmé les organisateurs à Ankatso hier lors d'une conférence de presse. Des objectifs qui traduisent une volonté de remettre à la place qu'ils méritent les travaux des chercheurs, ainsi que leurs applications sur le terrain.

Des recherches, valorisées d'ailleurs par le secteur privé : « Il y a beaucoup de recherches soutenues par des entreprises du secteur privé. Des sociétés engagent souvent

des étudiants de l'ESSA pour mener des recherches qui seront tout de suite appliquées, une fois bouclées », confie Arsène Jules Mbolatianarizao, professeur titulaire et directeur de l'École supérieure des sciences agronomiques de l'université d'Antananarivo.

Chaque année, cette école forme une centaine d'ingénieurs agronomes, opérationnels dans tous les démembrements du secteur. Une grande partie de ces diplômés, près de 80%, se consacrent au milieu rural, que ce soit à travers des projets divers ou en tant qu'entrepreneurs. Selon les organisateurs du salon, cet événement sera ainsi l'opportunité de mettre en exergue les déclinaisons du secteur agricole, pilier du développement. « Le Salon de l'Agronomie, événement phare du secteur, vise à mettre en avant les multiples facettes du monde agronomique, à renforcer les liens entre les acteurs du secteur et à promouvoir les services et produits liés à l'agriculture et au développement rural. Il constitue une opportunité précieuse pour découvrir les dernières avancées du secteur agronomique et renforcer les liens au sein de la communauté professionnelle », indique-t-on.

Holijaona Raboanarijaona : La FOCAC est une voie vers la transformation économique de Madagascar

R. EDMOND | 7 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La signature de la lettre d'intention pour le développement des ressources énergétiques et minérales, ainsi que des trois protocoles d'accord lors de la FOCAC est une bonne option économique pour Madagascar. Il s'agit selon les explications de Holijaona Raboanarijaona, président d'Emergence Madagascar et non moins conseiller économique auprès de la Présidence de la République, d'une étape majeure vers l'émergence de Madagascar. Une voie vers la transformation économique. Interview.

Midi Madagasikara : Ce n'est pas la première fois qu'on entend parler d'émergence à Madagascar. D'ailleurs vous êtes parmi les défenseurs de la première heure de ce concept. Qu'en est-il actuellement surtout par rapport aux relations de Madagascar avec la Chine ?



Holijaona Raboanarijaona : Quand on parle de relations avec la Chine, on évoque inévitablement les questions des

zones économiques spéciales, zones économiques agricoles mais aussi zones touristiques internationales. Ces initiatives qui peuvent être appliquées à Madagascar en partenariat avec la Chine ont le mérite d'être en parfaite cohérence avec le Plan Emergence Madagascar dont le principal objectif est de transformer l'économie du pays dans les plus brefs délais.

M.M : Pouvez-vous être plus explicite ?

H.R : À travers ces protocoles d'accord, la coopération entre la Chine et Madagascar est appelée à impacter positivement sur l'émergence du pays car elle va booster les secteurs clés du développement économique. À commencer par le développement des ressources énergétiques qui permettra de sécuriser l'approvisionnement en énergie, indispensable à la croissance industrielle. Le partenariat peut également viser le secteur minier qui pourrait alors devenir un pilier économique clé, susceptible d'attirer des investissements directs étrangers, augmenter les exportations, afin de générer des recettes

fiscales pour financer les infrastructures et les services publics. On peut également citer le cas des zones économiques spéciales qu'on peut monter avec la Chine pour encourager les créations d'emplois, mais aussi un moyen pour Madagascar de diversifier son économie au-delà de l'agriculture et du secteur primaire. Par ailleurs, avec des infrastructures modernisées et des incitations fiscales, les ZES attireront des investissements directs étrangers, pour stimuler la croissance économique en générant des recettes en devises. Mais il y a aussi les zones économiques agricoles qui sont utiles pour optimiser la productivité agricole grâce aux technologies modernes et à de meilleures pratiques. À terme, ces zones économiques agricoles amélioreront l'exportation de produits agricoles. Mais surtout, elles sont créatrices d'emplois en milieu rural et contribueront ainsi à la lutte contre la pauvreté. Il y a enfin les Zones Touristiques Internationales dont la création attirera les visiteurs étrangers, en développant des infrastructures de classe mondiale et en créant des emplois dans l'hôtellerie, la restauration, et les services associés. Et ce qu'il ne faut surtout pas oublier, c'est que le tourisme international est une source importante de devises qui pourrait renforcer la balance des paiements du pays.

M.M : Pouvez-vous nous expliquer comment ces initiatives vont transformer l'économie et améliorer le niveau de vie des Malgaches ?

H.R : Comme je l'ai déjà dit, ces projets doivent être inscrits dans le Plan Émergence de Madagascar. Ils visent à transformer l'économie malgache à travers trois axes principaux : l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture et le développement des infrastructures. Voici comment ces initiatives peuvent transformer l'économie et améliorer le niveau de vie des Malgaches. Les ZES accéléreront l'industrialisation, en augmentant la productivité du pays et en stimulant la croissance économique annuelle. À moyen terme c'est-à-dire entre 5 à 10 ans, cela pourrait contribuer à augmenter le PIB, à travers la diversification de l'économie qui rendra Madagascar moins dépendant des secteurs traditionnels comme l'agriculture. La création d'emplois sera au rendez-vous avec les nouvelles zones économiques et la modernisation des secteurs clés, créeront des centaines de milliers d'emplois dans les

industries manufacturières, l'agriculture et le tourisme, ce qui réduira le taux de chômage et améliorera les revenus des ménages. Cela aura un effet direct sur la réduction de la pauvreté. L'afflux d'IDE dans les ZES et le secteur minier pourrait rapidement augmenter au cours des cinq prochaines années. Ces investissements fourniront les capitaux nécessaires pour développer les infrastructures et stimuler la demande intérieure. Le développement des ZES et des Zones Touristiques nécessitera des investissements massifs dans les infrastructures comme les routes, les ports, les aéroports, l'énergie, améliorant ainsi la connectivité du pays. Cela facilitera non seulement le commerce intérieur et extérieur, mais également l'accès des populations aux services de base. Au bout du compte, avec une économie en expansion, l'industrialisation accrue, et l'amélioration des revenus des ménages, le niveau de vie général des Malgaches devrait s'améliorer significativement. L'accès à des services publics comme l'éducation, la santé, et le logement de meilleure qualité devrait suivre, grâce à l'augmentation des recettes fiscales.

M.M : Sur quelle période cette transformation économique peut-elle se faire ?

H.R : Elle se fera par étape. Sur le court terme c'est-à-dire d'ici un à cinq ans, il y aura d'abord la mise en place des infrastructures de base dans les ZES, le lancement des premiers projets industriels et agricoles, puis l'augmentation progressive des investissements étrangers, et le début du développement touristique. Sur le moyen terme entre 5 et 10 ans on commencera à assister à une industrialisation visible avec une forte croissance du secteur manufacturier, une montée en puissance du secteur touristique, et une augmentation des exportations agricoles et minières. On pourrait alors observer une réduction de la pauvreté grâce à la création d'emplois et à l'amélioration des infrastructures. Enfin sur le long terme, dans 10 à 20 ans, on pourra assister à la transformation complète de l'économie avec des ZES pleinement opérationnelles, un secteur touristique florissant, une agriculture modernisée, et un secteur énergétique performant. Alors Madagascar deviendra une économie émergente avec un niveau de vie nettement amélioré.

Changement climatique - Deux millions USD pour soutenir les huiles essentielles

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 9 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face à la recrudescence des chocs climatiques et leur intensification, le secteur des huiles essentielles s'adapte. Un projet soutenant l'adaptation et la résilience face à ce phénomène vient d'être lancé.

Les producteurs et exportateurs d'huiles essentielles seront épaulés pour faire face aux chocs climatiques. Une enveloppe de près de deux millions de dollars a été allouée au projet

« Adaptation et résilience au changement climatique dans le secteur des huiles essentielles » (ARCHE). Un acronyme qui porte bien son nom, en raison des difficultés

subies par les opérateurs du secteur. Il s'agit ici d'un projet piloté par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), en partenariat avec le BNCCREDD+ du ministère de l'Environnement.

Selon les initiateurs du projet, notamment, le groupement des exportateurs d'huiles essentielles, les cultivateurs et agriculteurs sont en proie aux affres du changement climatique, comme les périodes de cyclones ou encore le manque de pluies accentués. Cela varie en fonction des régions. Selon le GEHEM, ce projet a pour but de « Renforcer la résilience des producteurs et des

entreprises face au changement climatique », indiquent ces professionnels de la filière. Face à la récurrence de ces chocs, des mesures s'imposent.

Baisse drastique

Lors d'un atelier organisé à l'hôtel Ibis, Ankorondrano, au cours de la semaine passée, il a été évoqué que « Les effets du changement climatique deviennent plus fréquents et plus intenses. C'est le cas de la sécheresse et des inondations qui ont particulièrement touché Madagascar. Les aléas climatiques affectent tous les secteurs d'activités, y compris celui des huiles essentielles », confie un spécialiste de la question lors de cet atelier. Les réalités sur le terrain parlent également d'elles-mêmes. Les populations touchées par les cyclones et la sécheresse lancinante dans différentes régions de l'île en témoignent. Des agriculteurs, depuis deux décennies, font face à une baisse drastique de leur production. Ils sont toutefois épaulés tant bien que mal par les contribuables pour résilier face aux chocs climatiques.

Le secteur des huiles essentielles cherche sa voie vers son expansion, ainsi que vers une contribution plus efficace à l'économie du pays. C'est un secteur d'avenir sur lequel le pays peut s'appuyer. Mais les investissements destinés à l'adaptation ne suivent pas. C'est ce qu'indique en tout cas la représentante résidente de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, Vola Rakotondrazafy. « Un déficit important a été observé en matière d'investissement dans l'adaptation », a-t-elle

indiqué. C'est là tout l'enjeu. « Stimuler le rôle du secteur privé pour qu'il investisse davantage dans tout ce qui touche à l'adaptation et à la résilience face aux chocs, afin de combler le gap peu à peu », a-t-elle ajouté.

Selon le GEHEM, le projet ARCHE, mis en œuvre conjointement par l'Onudi, le Fonds pour l'environnement mondial, avec le ministère de l'Environnement et du Développement durable, vise à garantir la durabilité de la filière. L'enjeu est aussi de soutenir les communautés locales, fournissant les matières premières.



« Grâce à cette initiative, on peut bâtir une filière plus durable, capable de s'adapter aux aléas climatiques et de garantir une meilleure sécurité économique pour les trente quatre mille bénéficiaires visés par ce projet, dont 50% de femmes », souligne le Groupement.

AG AFRICA 50 - Le développement des infrastructures au menu

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 9 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Plus qu'une semaine avant l'assemblée générale des actionnaires d'Africa 50, qui aura lieu le 19 septembre à Antananarivo. Plus de trente pays seront présents à cet événement régional majeur. Il s'agit de la plateforme panafricaine qui investit dans le domaine des

infrastructures. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, « Africa 50 a été créée pour soutenir l'amélioration et le développement des infrastructures en Afrique ». L'assemblée générale sera l'occasion de réunir les pays membres d'Africa 50. Ils sont au nombre de trente-et-un.

Technologie numérique - Le monde rural sort de l'ombre

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 9 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Connectivité numérique, électrification rurale et équité sont les mots-clés des projets faisant l'objet d'un protocole d'accord entre le gouvernement et Huawei.

Développement et digitalisation vont de pair. Il s'agit d'une conviction affirmée par Andry Rajoelina, président de la République, lors de sa visite au siège de l'entreprise Huawei, à Beijing, samedi. Une visite qui s'est conclue par la signature de deux protocoles d'accord entre le gouvernement et la société de technologie numérique chinoise. De prime abord, les deux projets ayant fait l'objet de ces protocoles d'accord font écho à la conviction affirmée par le chef de l'État. Le premier est un projet qui fait d'une pierre, deux coups. Il prévoit l'électrification et l'accès à la connectivité internet du monde rural, qui est baptisé initiative « Digital rural plus ». Le second projet qui,

vraisemblablement, est complémentaire à celui précité, vise à développer l'éducation à distance, l'inclusion et l'équité dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Ceci, également par la connectivité Internet des écoles et la fourniture d'équipements numériques.

« Ce moment marque une étape cruciale ouvrant des perspectives pour le développement technologique et économique de notre pays », déclare le chef de l'État, en ajoutant, « dans plusieurs domaines, Huawei peut et doit accompagner Madagascar pour atteindre l'émergence dans l'économie numérique, principalement dans

le secteur des nouvelles technologies et l'électrification rurale, ainsi que dans l'amélioration de la couverture nationale des zones rurales grâce à votre projet ».

À entendre le président de la République, Huawei n'est pas à son coup d'essai, s'agissant de projet d'électrification à Madagascar. Selon le locataire d'Iavoloha, il a fourni des équipements au projet d'investissement étatique de 50 mégawatts, pour l'installation de parcs solaires dans une cinquantaine de districts. Toutefois, c'est surtout dans le domaine du digital et des nouvelles technologies que l'entreprise chinoise est connue.



Hausse du PIB

« C'est justement en apportant la lumière pour chaque famille, pour chaque foyer et dans tous les districts qu'on peut éclairer tout Madagascar, et qu'on peut accélérer le développement. En effet, le développement et la digitalisation vont de pair », affirme alors le président Rajoelina. « Le renforcement du réseau national de fibre optique

[favorisant ainsi l'inclusion numérique du monde rural] et la création d'un cloud national », seraient aussi compris dans les protocoles d'accord signés samedi, à Beijing. Le but est, en partie, de « poser les bases d'une gouvernance digitale plus performante ».

Dans sa prise de parole au siège de Huawei, Andry Rajoelina a surtout mis l'accent sur la portée sociale des projets signés, samedi. « Grâce à cette initiative qui s'appelle "Digitales rurales plus", nous serons en mesure de déployer des systèmes d'éducation à distance offrant ainsi à chaque enfant malgache une chance d'accéder à un renseignement de qualité où qu'il soit. Ce projet va, non seulement, renforcer notre système éducatif, mais aussi transformer des vies en ouvrant de nouvelles opportunités pour nos jeunes et en assurant un avenir meilleur pour notre nation », soutient-il alors.

Outre l'enseignement à distance, le numérique permet aussi l'accès instantané aux ressources didactiques et bibliographiques pour les écoliers, les étudiants, les enseignants et les chercheurs. De meilleures formations permettent d'avoir des acteurs plus qualifiés et plus performants sur le monde du travail. Un argument de poids vis-à-vis des investisseurs. La familiarisation avec le numérique dès le plus jeune âge élargit les perspectives de carrière dans le domaine du digital.

En plus des impacts sociaux, il a été indiqué durant la visite du siège de Huawei, samedi, que l'inclusion numérique aurait également des effets positifs sur le plan économique. Ainsi, les deux projets concernés par les protocoles d'accord signés samedi, peuvent entraîner « une hausse de 4,2% du PIB national [Produit intérieur brut] ».

Développement du tourisme : des figures influentes des médias parlent de Madagascar

RAKOTO | 9 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

En marge de l'arrivée d'Emirates à Madagascar, l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) a organisé, sous la houlette du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, un voyage de presse exclusif.

Cette expédition a réuni des figures influentes du journalisme et des médias sociaux, parmi lesquelles Sam Chui, créateur de contenu aéronautique de renom, Mohanad Al Hattab, influenceur et comédien, Mani Rostom, alpiniste célèbre, et Nicola Chilton, journaliste pour des publications prestigieuses telles que Condé Nast Traveller et Times Travel. Ensemble, ces personnalités totalisent des millions d'abonnés à travers le globe.

Pendant cinq jours, ces influenceurs ont exploré les trésors naturels et culturels de Madagascar, en braquant les projecteurs sur la diversité et la beauté de l'île. Leur périple les a conduits à Antananarivo, Antsiranana et Nosy Be, où ils ont découvert des sites emblématiques comme les lémuriens, des plages paradisiaques et des paysages époustouffants.

Leur aventure s'est terminée le 7 septembre, avec des souvenirs inoubliables et des récits fascinants qu'ils partageront avec leur vaste audience, contribuant ainsi à renforcer l'attrait touristique de Madagascar sur la scène internationale.

OPJEB : Madagascar engagé dans la promotion de l'économie bleue

ARH. | 9 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Madagascar officialise un partenariat stratégique avec l'Organisation panafricaine de la jeunesse pour l'économie bleue (OPJEB) afin de promouvoir une économie bleue inclusive sur le continent africain. Lors de la Journée nationale de l'économie bleue à Toamasina, le ministère malgache de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB) a signé vendredi un mémorandum d'entente avec l'OPJEB.

L'OPJEB, une organisation internationale non gouvernementale, se consacre à l'intégration des jeunes dans les secteurs liés aux ressources marines et côtières. « Ce partenariat avec Madagascar vise à renforcer la participation des jeunes dans des domaines tels que la pêche, l'aquaculture, le tourisme maritime et l'exploitation des ressources énergétiques marines », a expliqué le MPEB. L'objectif est de créer des emplois verts et bleus, tout en protégeant l'environnement.

Le partenariat englobe plusieurs axes comme la formation spécialisée, le soutien à l'entrepreneuriat maritime et la recherche scientifique. Ces initiatives visent à sensibiliser la jeunesse aux enjeux environnementaux, favorisant ainsi l'émergence de leaders capables de concilier développement économique et préservation de l'écosystème marin.

Madagascar, leader de l'économie bleue

Madagascar, avec ses plus de 5.600 km de côtes et sa biodiversité marine exceptionnelle, a progressivement pris un rôle de leader régional en matière d'économie bleue. Le pays a mis en place un cadre institutionnel solide pour la gestion durable de ses ressources naturelles, notamment

par la création de zones marines protégées et la promotion de la pêche durable. « L'alliance avec l'OPJEB renforce cette position, permettant à Madagascar de jouer un rôle central dans le développement de l'économie bleue en Afrique », soutient le MPEB.

Le partenariat avec l'OPJEB prépare également la voie au Forum des jeunes africains sur l'économie bleue, prévu à Madagascar en 2025. Cet événement continental réunira jeunes leaders, décideurs politiques, chercheurs et investisseurs pour discuter d'innovation, de gestion durable des ressources marines, et de financement des initiatives bleues. Le Forum sera une occasion pour Madagascar de faire valoir ses expériences et de favoriser l'établissement de nouveaux partenariats internationaux.

A travers cette alliance, Madagascar et l'OPJEB s'engagent à construire une économie résiliente, respectueuse de l'environnement et centrée sur l'humain. Le Forum de 2025 sera une occasion de plus pour renforcer les liens entre les pays africains dans le domaine de l'économie bleue, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, au développement économique et à la protection des ressources naturelles du continent.

Commerce extérieur - Les produits malgaches exemptés de droits de douane

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 10 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un traitement tarifaire nul sur 100% des produits importés par la Chine a été mis en place. Trente-trois pays les moins avancés, dont la Grande Île, bénéficieront de cette mesure.

Exonération. La Chine annonce mettre en place un traitement tarifaire nul sur 100 % des produits en provenance des pays les moins avancés, qui sont ses partenaires. Parmi ceux-ci, trente-trois pays africains, dont la Grande Île. C'est une des annonces effectuées par le président Xi Jinping en marge du Forum sur la coopération sino-africaine. Une suppression des tarifs douaniers donc pour tous les produits des pays africains qui entrent sur ce vaste marché.

« La Chine élargira de sa propre initiative et de façon unilatérale l'ouverture de son marché. Elle a décidé d'accorder le traitement de tarif douanier zéro à 100% des produits exportés vers la Chine par les pays les moins avancés, ayant avec elle des relations diplomatiques, dont trente-trois pays africains », a-t-il évoqué dans son discours d'ouverture.

Il s'agit en fait d'une mesure préférentielle, en faveur de la balance des échanges entre les pays africains et la Chine.

La Chine est le premier partenaire de l'Afrique dans les échanges commerciaux bilatéraux. Ces échanges s'élèvent à 167,8 milliards de dollars, selon une étude menée en 2023.



Les importations chinoises de produits africains (en l'occurrence des produits finis et des matières premières) se sont élevées à 109 milliards de dollars pour l'année dernière.

Remodelages

Des chiffres en deçà des prévisions annoncées en 2021 lors du FOCAC de Dakar, où la Chine comptait porter ses importations africaines à trois cents milliards de dollars. La chute généralisée des cours des matières premières est à l'origine du déficit commercial entre les pays africains et la Chine. Toutefois, le pays du Milieu envisage certains remodelages pour permettre au marché de se développer d'une façon durable. « La Chine entend faire du grand marché chinois une grande opportunité pour l'Afrique. Elle élargira l'accès des produits agricoles africains à son marché, approfondira la coopération sino-africaine sur

l'e-commerce et autres domaines, et mettra en œuvre un programme sino-africain sur le rehaussement de la qualité », indique le président chinois.

En décembre 2023, la Chine avait effectué une extension du tarif douanier zéro à 98% des produits malgaches qui entraient sur son marché. Il s'agissait, entre autres, de huit mille neuf cent trente produits dont la vanille, les fruits de mer, le cacao ou encore les épices. Entre les deux pays, le volume des échanges commerciaux n'a cessé de croître ces dernières années. Le commerce bilatéral sino-malgache a atteint en 2022 plus de deux milliards de dollars. Une hausse de 30% par rapport à 2021.

Autosuffisance alimentaire - Madagascar mise sur le riz hybride

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 10 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'État met un coup d'accélérateur à l'intégration de la culture du riz hybride dans le système agricole. L'autosuffisance alimentaire et le statut de grenier à riz de l'océan Indien et d'Afrique sont les objectifs.

Parvenir à la transformation agricole. C'est une des lignes de front défendues par la délégation malgache durant le Forum sur la coopération Chine-Afrique, à Beijing. Pour y parvenir, l'État mise sur le riz hybride.



C'est par la culture du riz que l'État compte amorcer la transformation agricole du pays. Un double objectif est ainsi affirmé : parvenir à l'autosuffisance alimentaire et redevenir le grenier rizicole de l'océan Indien et d'Afrique. À entendre les explications, le choix du riz hybride s'impose. Fruit des recherches de l'agronome chinois Yuan Longping, le riz hybride propose des variétés de semence adaptées aux conditions du sol et aux conditions climatiques pour un rendement qui peut dépasser les 12 tonnes à l'hectare.

Deux protocoles d'accord portant sur le riz hybride ont ainsi été signés, hier, entre le gouvernement malgache et la société Yuan's Seed. C'était le corollaire de la visite présidentielle au centre d'expérimentation du riz hybride dans la commune de Lukou, province de Hunan. Il s'agit d'une entreprise de production de semences de riz hybride dirigée par Yuan Dingan Longping, petit-fils de Yuan Longping.

L'axe majeur de ces mémorandums d'entente signés hier est la production, à Madagascar, de semences de riz hybride, particulièrement « les semences parentales », pour ne pas dépendre de l'importation. Un parc

de culture de la semence de riz hybride d'une superficie de 2 000 hectares sera ainsi aménagé dans la localité de Betsipotika, du côté de Morondava. Les semences produites à Betsipotika seront ensuite dispatchées par région, dans le cadre d'une « vulgarisation à grande échelle de la culture du riz hybride ».

« Nous allons tout mettre en œuvre pour la réalisation des protocoles d'accord que nous avons signés ici », déclare Andry Rajoelina, en réaffirmant la volonté étatique pour que le riz hybride soit rapidement cultivé à grande échelle à Madagascar. Les résultats des recherches effectuées par un centre d'expérimentation sis à Mahitsy, appuyé par la société Yuan's Seed, démontrent justement que le riz hybride peut être cultivé à Madagascar.

Priorité de l'État

Depuis quinze ans, ce centre a développé cinq variétés de riz hybride adaptées au sol et au climat malgache. Elles produisent entre 7,5 tonnes et 12 tonnes à l'hectare. Le challenge que veut relever Madagascar est pourtant de doubler ou tripler son rendement actuel pour atteindre son autosuffisance alimentaire. Avec un rendement moyen de 2,5 tonnes à l'hectare actuellement, les résultats des recherches du centre de Mahitsy indiquent qu'avec le riz hybride, il est possible de doubler voire tripler les récoltes actuelles.

« Avec une plantation de riz hybride de 300 000 hectares et une hausse de 2 tonnes à l'hectare du rendement actuel, nous pourrions résoudre le problème alimentaire à Madagascar en quelques années », atteste, par ailleurs, Yuan Dingan Longping, en ajoutant que cela peut se faire en peu de temps. Il faudra, toutefois, que la volonté étatique de vulgariser, le plus tôt possible, le riz hybride se traduise en actes.

Lors de la visite du musée du Centre de recherche et de développement du riz hybride, à Hunan, dimanche, le président de la République a érigé en « priorité de l'État » la vulgarisation et la culture à grande échelle du riz hybride. Sur le plan de la sécurité alimentaire, il a été expliqué durant cette visite que le riz hybride a permis à la Chine de parvenir à l'autosuffisance alimentaire dans les années 80. Ceci, après une période de forte insécurité alimentaire dans les années 60 et 70.

Sur le plan économique, la culture du riz hybride a hissé la Chine au rang de premier exportateur de riz au monde, selon les explications durant la visite de dimanche. Les semences revêtent également un caractère stratégique. Ce n'est que récemment, en effet, que l'État chinois a donné le feu vert pour l'exportation de semences parentales dans « des pays triés sur le volet ». Le Bangladesh et les États-Unis font, par exemple, partie des pays importateurs des semences chinoises de riz hybride.

« Le riz hybride a une valeur nutritive de 20 % en plus que le riz classique », affirment par ailleurs les chercheurs du Centre de recherche et de développement du riz hybride, à Hunan. Quoi qu'il en soit, les Chinois, dont le riz est également l'aliment de base, consomment du riz

hybride à longueur d'année. « Avec les semences de riz hybride, on va augmenter la production du riz mais aussi les revenus des ménages. Les études ont démontré que chaque paysan augmentera de façon conséquente ses revenus par hectare », soutient, du reste, le président de la République.

Toujours sur les impacts économiques, Andry Rajoelina argue : « Nous allons économiser 250 millions de dollars, puisque nous n'allons plus importer du riz chaque année. Et c'est très important pour l'équilibre de la balance commerciale de Madagascar ». À cela s'ajoutent les impacts sur les revenus étatiques et les réserves en devises lorsque le moment d'exporter massivement du riz viendra.

Industrialisation : Partenariat entre le MIC et le programme FIHARIANA

ANTSAR | 10 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Renforcer le soutien à la mise en œuvre du projet ODOF (One district, One factory). C'est l'objectif de la coopération renforcée entre le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) et le programme national FIHARIANA. Lors d'une rencontre organisée le 6 septembre dernier à Ambohidahy, Irina Ramalanjaona, directrice de l'exploitation du programme FIHARIANA, a souligné que cette coopération mettrait un accent particulier sur le soutien aux coopératives et à la mise en œuvre technique du projet ODOF. Le

plan inclut la mise en place de formations techniques pour les bénéficiaires du projet, ainsi que des solutions de financement, un aspect central du programme FIHARIANA. Ce partenariat vise à renforcer la capacité de production locale, tout en améliorant l'appui financier et technique offert par l'État. La réunion a réuni des responsables des deux entités et marque le début d'une série de discussions qui devront aboutir à des actions concrètes dans les mois à venir.

ZLECAf : Stratégie nationale visant une transformation économique pour Madagascar

ANTSAR | 10 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar se montre prêt à faire face à l'intégration dans la ZLECAf. Les acteurs des secteurs public et privé s'engagent à exploiter pleinement les avantages de cette zone de libre-échange et à participer activement au développement de l'économie africaine.

Une étape décisive a été franchie dans l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Lors d'un atelier organisé à l'Hôtel Ibis Ankorondrano, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les hauts responsables de l'État ont été informés des progrès accomplis dans ce domaine.

L'atelier a rassemblé plusieurs secrétaires généraux et directeurs généraux de divers ministères, marquant une mobilisation générale pour assurer l'intégration réussie de Madagascar dans cet ambitieux projet continental. Vahinisoa Rasamoely, secrétaire général du MIC, a déclaré que « des progrès notables ont été réalisés lors des consultations et des efforts déployés. La stratégie est en cours d'élaboration pour garantir une intégration efficace de Madagascar dans la ZLECAf ». Cet atelier a également mis en lumière les étapes cruciales pour permettre à la Grande Île de tirer profit de ce marché unique africain.

Compétitivité

L'un des objectifs principaux de cette initiative est de soutenir le secteur privé malgache en augmentant la production nationale et en élargissant la base des exportateurs. La mise en œuvre de cette stratégie permettrait non seulement de renforcer la compétitivité des produits malgaches sur le marché africain, mais aussi d'accroître les recettes du pays.



L'intégration des ministères concernés dans l'élaboration de cette stratégie vise à garantir une approche coordonnée et harmonisée dans sa mise en œuvre. Il est certain que l'adhésion de Madagascar à la ZLECAf représente une opportunité majeure pour promouvoir les exportations commerciales

et les investissements interafricains. Grâce à la libre circulation des biens, des services et des capitaux à travers le continent, le pays espère bénéficier des retombées positives à long terme, tant sur le plan économique que social.

Salon de l'Agronomie : Vulgariser les recherches et innovations en agronomie

ARH. | 10 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

L'École supérieure des sciences agronomiques (ESSA) d'Antananarivo accueille le Salon de l'Agronomie 2024, du 18 au 20 septembre. Ce rendez-vous annuel mettra en avant les innovations et recherches qui transforment le secteur agricole à Madagascar. Les ingénieurs agronomes formés à l'ESSA, véritables artisans de l'innovation, proposeront des solutions à l'adaptation aux défis climatiques et à l'amélioration des rendements agricoles. Le salon de cette année se concentrera sur la vulgarisation des recherches et innovations en agronomie, tout en offrant une plateforme d'échanges entre les partenaires du secteur. Selon les organisateurs, cet événement est une opportunité pour les chercheurs de valoriser leurs travaux et de démontrer leur applicabilité sur le terrain. Le secteur privé, par ailleurs, soutient activement ces initiatives, en

engageant régulièrement des étudiants de l'ESSA pour mener des recherches immédiatement applicables.

Chaque année, l'ESSA forme une centaine d'ingénieurs, dont près de 80% s'investissent dans des projets ruraux ou en tant qu'entrepreneurs. Cette édition du Salon de l'Agronomie permettra également de renforcer les liens entre les acteurs du secteur, avec des conférences et forums prévus pour favoriser le réseautage et l'échange de bonnes pratiques. Les exposants auront l'opportunité de tester leurs produits et services auprès d'un public qualifié, composé de professionnels, d'étudiants, et de décideurs.

Le Salon de l'Agronomie 2024 s'annonce donc comme une vitrine pour le développement agricole, intégrant les dimensions sociales, environnementales, et économiques.

Recyclage des déchets textiles : Madagascar prêt à relever le défi

SERA R. | 10 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

L'industrie textile fait partie des secteurs pourvoyeurs d'emplois, jouant un rôle clé dans le développement de l'économie malgache, a indiqué hier à l'hôtel Panorama Andrainarivo, le ministre de l'Environnement et du développement durable (Medd), Max Andonirina Fontaine. Par conséquent, Madagascar produit chaque année, près de 10.000 tonnes de déchets textiles.

« L'enjeu de l'industrie textile repose sur l'exigence des consommateurs internationaux en matière de protection de l'environnement. Beaucoup d'autres pays du monde font de ce secteur le fer de lance de leur économie, comme le Bangladesh, l'Inde, le Vietnam... Or, les acteurs dans ce secteur recourent le plus souvent aux Polluants organiques persistants (Pop) et aux produits chimiques », a expliqué le Medd.

Face à cette situation, les autorités malgaches ont renforcé les lois sur la protection de l'environnement. De ce fait, le Medd et ses partenaires ont lancé officiellement, hier à l'hôtel Panorama à Andrainarivo, la mise en œuvre du projet intitulé « Promotion de l'économie circulaire dans le secteur du textile et de l'habillement à travers la gestion durable des produits chimiques et des déchets à Madagascar au Lesotho, en Afrique du Sud et en Ethiopie » (Gef ID10543). « Comme son nom l'indique, ce projet a pour objectif de promouvoir l'industrie textile tout en diminuant l'utilisation des Pops et des déchets », a expliqué sa coordinatrice nationale, durant sa prise de

parole, hier. Il devra alors contribuer à la lutte contre le changement climatique, d'autant que Madagascar fait partie des pays vulnérables en la matière.

Trois industries durant la phase pilote

L'évaluation technique et la finalisation du document projet ont eu lieu en 2021. Mais, il a fallu attendre le mois d'avril 2024 pour procéder à la signature de partenariat pour la mise en œuvre effective dudit projet. Sur financement du Fonds pour l'environnement mondial (Fem, ou Global environment facility – Gef) pour un montant de plus 1,765 million de dollars, le projet s'étale sur quatre ans et mené en collaboration avec le secteur privé dans la capitale de la région Vakinankaratra. Cela en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi).

Trois industries malgaches sont bénéficiaires du projet durant cette phase pilote. Parmi elles, Tropic Knits qui a donné hier, un aperçu des habillements réalisés grâce au recyclage des produits textiles, lors d'un défilé de mode.

Equipements lourds - Le groupe Sany s'intéresse à Madagascar

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 11 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une entreprise de premier ordre. C'est le leitmotiv du groupe chinois Sany. Un objectif qu'il a atteint au fil de ses trente ans d'existence. Actuellement parmi les leaders mondiaux de la construction d'équipements lourds, Sany se tourne vers l'Afrique et affirme son intérêt à s'implanter à Madagascar.

L'intérêt du groupe Sany à s'installer dans la Grande île a été affirmé de vive voix par son président, Xiang Wenbo, à Andry Rajoelina, président de la République, dimanche. C'était durant la visite du parc industriel de Sany, à Changsha, dans la province de Hunan. Jouant le rôle de VRP de son groupe, Xiang Wenbo a glissé : « nous sommes prêts à investir pour ouvrir une usine dans votre pays ».

Selon les explications de son patron, la multinationale veut jouer un rôle dans le projet du gouvernement chinois « la nouvelle route de la soie ». Visiblement, la position géographique de Madagascar motive l'intérêt du groupe Sany, notamment pour conquérir le continent africain. Un atout accentué par Andry Rajoelina qui, lui aussi, n'a pas hésité à vanter les atouts stratégiques de Madagascar dans l'océan Indien et vis-à-vis de l'Afrique.

Arguments

« Pour se rendre en Afrique du Sud ou au Mozambique, il faut passer par Madagascar », déclare le locataire d'Iavoloaha, insistant sur le fait que la Grande île soit un pont entre l'Asie et l'Afrique. Le Président a aussi mis en avant

le fait que le pays soit membre des organisations régionales que sont la Communauté de développement des États d'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa).



Andry Rajoelina avance ainsi l'argument de l'exonération de taxes dont jouissent les produits malgaches sur le marché du Comesa et de la SADC. Fondé en 1989 avec un capital de 5 000 dollars, le groupe Sany est devenu une multinationale spécialisée dans la fabrication de machines de construction, d'équipements miniers, d'engins pour le béton et d'infrastructures énergétiques. L'intérêt de la multinationale pour Madagascar indique qu'il a des arguments qui peuvent séduire les grands industriels.

Innovation HUB 2024 - La banque centrale s'adapte à la révolution numérique

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 11 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Innovation financière. Aucune banque centrale ne peut maintenant se développer sans passer par la case numérique. C'est d'ailleurs l'une des thématiques principales abordées lors du lancement de l'Innovation Hub : Innov8. Selon la Banque centrale, dont le gouverneur a participé, depuis dimanche, à cet événement qui s'était déroulé à Maurice, « il s'agit d'une plateforme dédiée à la collaboration entre banques centrales et parties prenantes. Cet

espace vise à renforcer le partenariat et à développer des projets communs à l'échelle internationale ».

Les dernières technologies comme l'Intelligence Artificielle façonneront les systèmes de demain, au sens propre du terme. Le monde de la finance et des transactions commerciales est en train de se développer à une vitesse galopante, d'où la nécessité de mettre en place des stratégies coordonnées pour optimiser le rôle des banques centrales dans l'écosystème bancaire.

A.G d'Africa 50 : 31 pays participants attendus

R. EDMOND | 11 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

L'événement majeur sera probablement l'Assemblée générale des actionnaires d'Africa 50 qui se tiendra au CCI Ivato le 19 septembre prochain.

Antananarivo sera, en quelque sorte, la capitale économique régionale puisque les représentants des 31 pays membres de cette plateforme africaine de financement du développement sont attendus à cet événement.

Personnalités de haut niveau

Il s'agit en l'occurrence du Béni, du Botswana, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République Démocratique du Congo, de Djibouti, de l'Égypte, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée de Côte d'Ivoire, du Kenya, du

Malawi, du Mali, de la Mauritanie, de l'île Maurice, du Maroc, du Niger, du Nigéria, de la République du Cap-Vert, de la République du Congo, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Soudan, de la Tanzanie, du Togo, de la Tunisie, du Zimbabwe et bien évidemment de Madagascar, en tant que pays hôte. Les autorités nationales attachent visiblement une importance particulière à cet événement puisque le président de la République Andry Rajoelina honorera la cérémonie d'ouverture de sa présence. L'événement sera également marqué par l'intervention de personnalités de haut niveau comme la ministre de l'Économie et des Finances et non moins administrateur de la Banque Africaine du Développement pour Madagascar, Rindra Hasimbelo Rabarinarison ; le président de la BAD et président du Conseil d'administration d'Africa 50, le Dr, Akinwumi Adesina ; ou encore le président directeur général d'Africa 50, Alain Ebobisse.



Énergies renouvelables

Une série de conférences sur des thématiques liées au développement en Afrique est prévue durant cette assemblée générale. On peut citer, entre autres : la mobilisation

de capitaux catalytiques, les partenariats public-privé, et des stratégies pour mettre en œuvre des solutions de cuisson propre. Les énergies renouvelables seront également au centre des discussions, avec notamment une session intitulée « Solutions de Financement Innovantes pour la Transition Énergétique de l'Afrique ». Cette session abordera plus précisément la question de l'augmentation des investissements et du développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables, proposant ainsi une feuille de route pour tirer parti du potentiel des énergies renouvelables en Afrique. L'innovation durant cette AG sera aussi les débats sur les nouveaux instruments financiers tels que les crédits carbonés, les obligations vertes et les financements mixtes destinés à la croissance verte de l'Afrique et à la réalisation d'infrastructures transformatrices. Une discussion d'une importance particulière pour Madagascar, réputée pour son immense potentiel en matière d'énergie solaire et hydroélectrique. On reconnaît d'ailleurs sur ce point que Madagascar est un choix privilégié pour les investissements dans les infrastructures d'énergies renouvelables en Afrique.

Ressources naturelles abondantes

La tenue de l'AGA d'Africa 50 à Antananarivo sera également une opportunité exceptionnelle pour Madagascar de mettre en valeur et de faire connaître ses ressources naturelles abondantes aux investisseurs internationaux et locaux. Les exportations agricoles, les zones économiques spéciales et les minéraux essentiels tels que le cobalt et le nickel pour les véhicules électriques présentent par exemple, des opportunités d'investissement considérables. Les potentiels investisseurs attendus à cette assemblée générale seront notamment intéressés par la situation stratégique du pays et la croissance rapide de sa population qui soulignent le besoin de projets bancables dans des secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables, la logistique, l'agriculture et l'exploitation minière durable.

Lokaro – Site touristique : une nouvelle ère du tourisme dans l'Anosy

ARH. | 11 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La baie de Lokaro, située à 40 km de Taolagnaro, est désormais prête à accueillir les touristes sous un nouveau jour. Ce site réputé pour ses plages idylliques et ses panoramas spectaculaires, a été réaménagé pour devenir une nouvelle destination touristique de la région Anosy. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a inauguré les nouvelles infrastructures, en soulignant Lokaro a du potentiel pour attirer davantage des visiteurs. Le réaménagement a été rendu possible grâce au soutien du Projet de transformation économique pour une croissance inclusive (PIC3). Parmi les nouvelles installations, des boutiques de souvenirs, des transats et des sanitaires, visant à améliorer le confort et l'accueil des visiteurs. En

parallèle, des efforts ont été déployés pour professionnaliser les acteurs locaux. La ministre a annoncé la mise en place prochaine de formations en cuisine, accueil et vannerie pour les femmes de la communauté locale, avec l'objectif de garantir une expérience de qualité tout en favorisant leur autonomisation.

Les activités touristiques ne manquent pas à Lokaro, entre la baignade, le surf, la randonnée ou encore la plongée, offrant une variété d'options aux visiteurs. La ministre a surtout fait appel à la collaboration des autorités locales, en particulier le maire de Mandromorotra, pour assurer la sécurité des touristes et la propreté du site.

Banky Foiben'i Madagasikara : Relance du programme d'achat d'or local

ARH. | 11 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) visant à « établir des partenariats avec des opérateurs aurifères formels et professionnels, spécialisés dans la commercialisation d'or éthique ».

A travers cet appel à manifestation, le BFM cherche à développer des nouveaux partenariats dans le domaine aurifère au niveau national. L'objectif est de renforcer et diversifier les réserves officielles de change du pays, en s'approvisionnant en or auprès des mineurs locaux selon des critères stricts. Dans ce sens, la BFM souhaite collaborer avec des titulaires d'agrément de comptoir de l'or, des titulaires de permis d'exploitation (PE) et de permis réservé aux exploitants artisanaux (PREA), ainsi qu'avec des collecteurs professionnels et des groupements d'orpailleurs légalement constitués

A noter que cet AMI s'inscrit dans la continuité des efforts de la BFM pour reconstituer ses avoirs en devise, conformément aux recommandations des institutions financières internationales. Il s'agit d'une démarche pour relancer le programme d'achat local de doré, suspendu ces dernières années en raison de la complexité des procédures.

Pour assurer la reprise de ce programme, la BFM a dû réviser sa stratégie de gestion des réserves de change et mettre en place une nouvelle politique opérationnelle pour les achats d'or. Elle a également révisé son protocole d'accord avec le ministère des Mines.

Or raffiné

Pour rappel, l'accord révisé signé en août 2023 entre la BFM et le ministère des Mines, prévoit l'acquisition d'une tonne d'or par mois. Cependant, la reprise des achats reste conditionnée par plusieurs critères, notamment la pureté de l'or et le respect des normes sociales et environnementales. De plus, la BFM n'achètera de l'or qu'à des opérateurs locaux en règle avec leurs obligations administratives et fiscales.

Auparavant, 11 opérateurs avaient vendu de l'or à la BFM dans le cadre du programme d'achat local. Depuis 2020, l'or acquis a été raffiné en lingots d'or monétaire par l'entreprise turque Istanbul Gold Refinery (IGR). Une tonne de doré avait été envoyée en Turquie en mai 2023, avant d'être rapatriée à Madagascar sous forme de lingots d'or pur en juin de la même année.

La BFM espère que cet appel à manifestation d'intérêt, qui débutera le 3 octobre prochain suivi d'une première séance de dépouillement, permettra de renforcer ses réserves en or, tout en respectant les principes de transparence et de libre concurrence. Les dépouillements des manifestations reçues se dérouleront chaque mois, en présence des soumissionnaires.

Madagascar et Huawei renforcent leur partenariat en matière de transformation numérique en signant un nouveau protocole d'accord

12 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Beijing, Chine, le 7 septembre 2024 – Son Excellence Monsieur Andry RAJOELINA, Président de la République de Madagascar, a assisté à la signature d'un protocole d'accord (MoU) entre le gouvernement de Madagascar et Huawei aujourd'hui à Beijing, en Chine. Cela représente une collaboration plus approfondie entre le Ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar et Huawei Technologies en matière de développement de solutions numériques.

Le 7 septembre 2024, le gouvernement de Madagascar a signé un protocole d'accord avec Huawei pour promouvoir l'économie numérique du pays.

Ce protocole d'accord vise à renforcer la transformation numérique de Madagascar en développant davantage l'infrastructure des TIC, et à promouvoir la numérisation de divers secteurs à travers le pays, tels que l'e-gouvernement, l'éducation et l'énergie numérique, contribuant ainsi à la vision de Madagascar pour un développement numérique, durable et inclusif.

Dans le protocole d'accord, les deux parties ont convenu d'explorer les possibilités de coopération dans des domaines stratégiques.

L'électricité constitue un élément central du protocole d'accord, en raison de son rôle essentiel en tant que moteur des applications numériques et intelligentes.



Conscientes des efforts encore à entreprendre en matière de couverture électrique universelle à Madagascar,

notamment dans les zones rurales, et du fort potentiel en énergie photovoltaïque que présente le pays, les deux parties ont manifesté un vif intérêt à explorer le recours à la solution Microgrid Solar de Huawei pour « éclairer » davantage Madagascar.

Cela serait à travailler en développant davantage les infrastructures informatiques, dont le réseau national de fibre optique et en explorant la possibilité de créer un cloud national visant à établir les bases du développement de l'économie numérique à Madagascar.



Les deux parties ont également insisté sur l'importance de favoriser l'inclusion numérique en améliorant la connectivité dans les zones rurales et en soutenant des applications intelligentes, telles que l'éducation en ligne. L'initiative « Digital Rural + » proposée par Huawei représente une solution prometteuse pour atteindre ces objectifs. Cette initiative vise à utiliser les solutions de Huawei pour fournir une couverture réseau dans les zones éloignées. En outre, lorsque les conditions le permettront, le système d'éducation à distance de Huawei, incluant des écrans intelligents, pourra être installés pour offrir aux enfants des zones rurales un accès à l'éducation en ligne, contribuant ainsi à l'équité éducative. Le symbole « + » dans le nom de l'initiative évoque les possibilités illimitées offertes par les technologies numériques dans les zones rurales. À l'avenir, des applications plus avancées, telles que la télémédecine, pourraient également être intégrées au système Digital Rural.

Enfin, les deux parties conviennent ensemble de soutenir davantage de jeunes talents dans le domaine des TIC pour ouvrir la voie à un avenir numérique et intelligent à Madagascar.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature, le Président Andry RAJOELINA a déclaré : « Le développement et la digitalisation vont de pair. Ce moment marque une étape cruciale ouvrant des perspectives pour le développement technologique et économique de notre pays. Dans plusieurs domaines, Huawei peut et doit accompagner Madagascar pour atteindre l'émergence dans l'économie numérique, principalement dans le secteur des nouvelles technologies et l'électrification rurale, ainsi que dans l'amélioration de la couverture nationale des zones rurales. Je tiens à remercier chaleureusement Huawei pour son engagement pour la formation de notre jeunesse et je suis convaincu qu'avec notre collaboration continue, Huawei contribue à faire de Madagascar un véritable hub de la technologie dans l'océan indien. »

M. Leo Chen, Vice-Président Senior et Président des ventes aux entreprises, a déclaré : « Huawei est tout à fait prête à proposer son expertise dans le domaine des TIC et à devenir un partenaire fiable pour Madagascar, dans le cadre de ses efforts pour aider le pays à atteindre les objectifs de sa politique générale de développement et à promouvoir son expansion numérique, intelligent et à faible émission de gaz à effet de serre. »

Huawei présente depuis 19 ans à Madagascar, a continuellement contribué au développement numérique du pays à travers diverses initiatives, à savoir : l'amélioration de la connectivité de Madagascar à travers le Projet de Modernisation du Réseau de Télécommunications (MRTAM) de l'Administration Malagasy. La société a également œuvré au développement des compétences en TIC chez les jeunes Malagasy en offrant des formations professionnelles et des certifications internationales à travers ses programmes phares, tels que ICT Academy, ICT Competition. À ce jour, plus de 1 500 personnes à travers le pays ont pu bénéficier de ces programmes.

Ce protocole d'accord marque une étape importante dans le partenariat en cours entre Madagascar et Huawei, ouvrant la voie à une transformation numérique accélérée et à la croissance économique du pays.

Banque Africaine de Développement : 6 575 projets financés durant ses 60 ans d'existence

ANTSAR | 12 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Le président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Dr Akinwumi Adesina, a honoré les efforts de ses employés lors du lancement des festivités marquant le 60ème anniversaire de l'institution, lundi dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire. S'adressant au personnel, il a souligné leur rôle crucial dans le développement de l'Afrique : « Vous êtes importants pour l'Afrique », a-t-il déclaré avec empathie. Adesina a rappelé que, depuis 1964, la Banque a financé 6 575 projets, transformant la

vie de 400 millions de personnes. Il a également rendu hommage aux travailleurs déployés dans des zones fragiles comme la Somalie et le Soudan. Le ministre ivoirien des Finances, Adama Coulibaly, a salué le leadership du Dr Adesina et a réaffirmé le soutien de la Côte d'Ivoire à la BAD. Cet anniversaire est une célébration des réalisations passées et un appel à relever les défis futurs pour une Afrique prospère.

Énergies renouvelables : Renforcement de la coopération avec l'Indonésie

ANTSA R | 12 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Le secteur de l'énergie renouvelable à Madagascar franchit une nouvelle étape avec la signature d'un accord de partenariat avec l'Indonésie, à Bali. Cet engagement, officialisé par la délégation du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) malgache, marque un tournant dans la coopération entre les deux pays. L'objectif principal de cet accord est de développer des centrales hydroélectriques pour répondre aux besoins énergétiques de Madagascar, tout en misant sur des solutions durables. Les premières phases de ce partenariat consisteront à mener des études de faisabilité d'ici 2025, afin d'évaluer les sites potentiels pour l'installation de barrages. Parallèlement, l'Indonésie apportera son expertise technique en installant des équipements de mesure hydrométéorologique, essentiels pour le suivi des précipitations et des ressources en eau. La construction des infrastructures débutera en 2026, témoignant d'une volonté ferme d'accélérer la transition énergétique du pays. Au-delà de la construction des infrastructures, cette collaboration s'étendra également à

l'échange d'expertises dans le domaine technologique et juridique, renforçant ainsi les capacités locales.



Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la Coopération Sud-Sud Triangulaire, soutenue par la Coopération Allemande, et illustre une ambition commune : construire un avenir énergétique durable pour Madagascar.

Pêche et économie bleue : Concertation de trois jours pour aligner les stratégies nationales

ANTSA R | 12 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Un atelier sur l'alignement des stratégies nationales de pêche et d'aquaculture s'est tenu au Radisson Blu Ambodivona, Antananarivo, du 9 au 11 septembre. Cet événement vise à harmoniser les plans nationaux d'investissement agricole avec le cadre d'action et la stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique, en tenant compte des défis liés aux changements climatiques. Madagascar, l'un des premiers pays à avoir publié le « Document stratégique aligné à la PFRS » l'année dernière, poursuit sa démarche de réforme.

Cette étape est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable inscrits dans la Politique Générale de l'État (PGE), notamment la gestion durable des ressources aquatiques.

L'atelier vise à aligner 14 stratégies nationales, y compris les lois et plans de développement, avec les stratégies internationales (PFRS et Instruments mondiaux) et l'économie bleue. Cette initiative renforce la position de Madagascar dans le secteur de la pêche en Afrique.

Marchés mondiaux de l'électricité : vers une plus grande participation du secteur privé

ARH. | 12 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Les marchés de l'électricité ont connu une transformation majeure au cours des 40 dernières années, passant de monopoles publics à des structures plus ouvertes et concurrentielles. « Cette évolution, observée dans de nombreuses économies à travers le monde, a été motivée par la nécessité d'améliorer l'efficacité, l'accès, et la durabilité du secteur électrique », note la Banque mondiale dans cette étude qu'elle a récemment publiée.

Une base de données mondiale, couvrant la période de 1989 à 2024, a été récemment créée pour analyser les différentes structures du marché de l'électricité dans 230 pays et territoires. « En 1989, 215 économies avaient adopté le modèle de service public verticalement intégré (VIU), dans lequel une seule entité assume toutes les fonctions du secteur de l'électricité ». Les résultats montrent qu'une majorité de pays ont adopté de nouveaux modèles, favorisant l'entrée des producteurs privés et la concurrence. Sur les 230 économies

étudiées, 159 ont modifié leur structure de marché au cours des 35 dernières années, tandis que 71 ont conservé leur modèle d'origine.

Le modèle de l'acheteur unique (SBM) est devenu la structure de marché la plus répandue, adoptée par 89 pays et territoires, dont Madagascar. Dans ce modèle, les producteurs privés vendent leur électricité à une entité centralisée, généralement étatique, ce qui permet une certaine concurrence tout en restant sous contrôle public. Cependant, ce modèle n'est pas sans risques. Si l'acheteur unique rencontre des difficultés financières, cela peut compromettre l'efficacité du secteur.

Cette transition vers des marchés plus ouverts et diversifiés marque une étape importante dans l'évolution du secteur de l'électricité, avec des leçons à tirer pour les futures réformes. Elle souligne également l'importance de trouver un équilibre entre ouverture au marché et sécurité d'approvisionnement.

Riz hybride - Des semences parentales à produire localement

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les initiatives visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire se multiplient, notamment à travers l'adoption du riz hybride, une variété sur laquelle compte miser le pays. Hier, la secrétaire d'État en charge de la souveraineté alimentaire a fait connaître les ambitions du pays quant à la production de riz hybride et à la stratégie de développement rizicole du pays. Selon Tahian'Ny Avo Razanamahefa,

« À partir de maintenant, nous allons commencer à produire des semences parentales de riz hybride. Elles seront plantées sur deux mille hectares dans le district de Morondava ». Des propos tenus en marge de la cérémonie d'ouverture de la sixième Foire Internationale de l'Agriculture.

Selon la secrétaire d'État, cette variété de riz a déjà fait ses preuves en augmentant jusqu'à 12 tonnes à l'hectare le rendement. La production de ces semences parentales à Madagascar permettra au pays de faire des économies

à long terme. Une économie d'échelle, expliquée par le président de la République, Andry Rajoelina, lors de son déplacement récent en Chine, à l'occasion du forum Chine-Afrique. « Avec les semences de riz hybride, on va augmenter la production nationale de riz, mais aussi les revenus des ménages. Les études ont démontré que chaque paysan augmentera de façon conséquente ses revenus par hectare », a soutenu le chef de l'État.

D'ailleurs, il a affirmé : « Nous allons économiser 250 millions de dollars, puisque nous n'allons plus importer du riz chaque année », des attentes auxquelles font écho les propos de la secrétaire d'État, Tahian'Ny Avo Razanamahefa. « La production de riz hybride fera certainement augmenter le rendement à l'hectare. Elle permettra d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de faire en sorte que nous soyons le prochain grenier à riz, non seulement pour l'océan Indien, mais aussi en vue de conquérir d'autres marchés », a-t-elle assuré.

Transformation de l'agriculture : Appel à l'implication du secteur privé par l'État

NAVALONA R | 7 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Des membres du gouvernement ont assisté hier à l'ouverture officielle de la 6e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (FIA) qui se déroule au parc des Expositions au Forello Tanjombato.

À cette occasion, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Hajarison François Sergio, a fait appel à l'implication du secteur privé pour la transformation de l'agriculture. « C'est le moteur de développement permettant de mettre en oeuvre les stratégies de notre département ministériel visant à concrétiser la vision du président de la République Andry Rajoelina.

pour ne citer que la technique « PFUMVUDZA » de Zimbabwe basée sur l'agro écologie, s'avère également primordiale. Des expérimentations ont déjà été menées sur des parcelles. Et des techniciens malgaches ont été envoyés au Zimbabwe pour assurer la formation des formateurs », a fait savoir le ministre de tutelle.

Vulgarisation du riz hybride

Ce n'est pas tout ! « Nous allons promouvoir les cultures à grande échelle afin de booster la production sans oublier l'appui en intrants et équipements agricoles aux exploitants agricoles familiaux à travers le Fonds de Développement Agricole (FDA). L'objectif vise à satisfaire les besoins alimentaires locaux pour éviter la dépendance en importation tout en exportant le surplus de production », a-t-il enchaîné. Dans la même foulée, la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'ny Avo Razanamahefa, a souligné l'importance de la vulgarisation de la culture de riz hybride qui devient une politique nationale de l'Etat. Cela fait suite à la rencontre entre le président Andry Rajoelina et le président chinois Xi Jinping en Chine dernièrement. « Huit régions pratiquent actuellement la culture de riz hybride. Nous allons bientôt produire des semences sur une surface de 2 000 ha à Morondava avec l'appui du gouvernement chinois. Le développement de la mécanisation agricole n'est pas en reste. Il est à noter que les usagers de cette technologie parviennent déjà à obtenir un rendement de



Ces stratégies portent notamment sur l'augmentation de la production agricole et la mise en place des usines de production d'engrais, et ce, avec le concours du secteur privé. Il en est de même pour la production de semences de qualité via l'exploitation et l'extension des centres multiplicateurs de semences. En outre, la vulgarisation des techniques de production plus appropriées et performantes

productivité jusqu'à 12 tonnes à l'hectare. C'est un grand défi pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et faire de Madagascar le grenier à riz de l'Océan Indien, voire de l'Afrique », a assuré la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire. Par ailleurs, « mon département et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage travaillent en étroite collaboration pour ce faire. Nous sommes en même temps ouverts au secteur privé pour la promotion du 3P ou partenariat public-privé », a-t-elle conclu.

Parlant de la 6^e édition de la FIA, co-organisée par l'agence Forello Hazovato et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, de nombreux produits du terroir et des innovations y sont à l'honneur. Plus de 300 acteurs de différents secteurs d'activité et de filières agricoles et d'élevage y participent jusqu'au 15 septembre 2024. Des animaux d'élevage d'exception sont, entre autres, exposés durant la foire, outre la promotion du savoir-faire des paysans. Des conférences thématiques y sont également organisées.

Foire Régionale Analamanga : La deuxième édition du 20 au 22 septembre au Kianja Barea

R.EDMOND | 13 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

C'est reparti pour la Foire Régionale Analamanga. La deuxième édition de cette manifestation initiée par la région Analamanga se déroulera du 20 au 22 septembre au Kianja Barea. Cette année, les organisateurs ont décidé d'innover en muant la simple foire en un véritable festival où les visiteurs auront l'occasion de découvrir la région Analamanga sous toutes ses coutures. En effet, les 13 districts qui forment la région Analamanga feront chacun une démonstration de leurs spécificités sur les plans social, économique et culturel. « Les potentialités économiques, les aspects culturels et tout ce qui est intéressant à connaître dans les districts seront mis en avant » a expliqué, la secrétaire général de la région Analamanga Farambolanoro Ratsiaroala, lors d'une conférence de presse tenue hier au Campus Telma qui est le partenaire de la manifestation. Au programme du festival se trouve bien évidemment les offres de produits et services de chaque district mais aussi des entreprises et des associations et organismes participants. « 100 stands sont prévus durant la Foire », selon toujours les organisateurs. Parallèlement aux offres commerciales, des manifestations culturelles et des spectacles se dérouleront sur un grand podium spécialement aménagé à cet effet. Placé sous le thème « Connaissez-vous Analamanga, la région

Analamanga tsy maintsy mandroso » le festival sera aussi marqué par un grand carnaval qui partira du Glacier Analakely, pour traverser l'Avenue de l'Indépendance avant de tourner devant la gare Soarano et reprendre la direction du tunnel Ambohidahy puis longer le Lac Anosy et finir au Kianja Barea. La manifestation sera gratuite.



Partenaire de la manifestation, Telma aura également l'occasion de mettre en avant ses produits et services toujours aussi innovants, aux visiteurs de la Foire Régionale Analamanga.

Environnement : Drones et intelligence artificielle au service de la biodiversité

SERA R ET LR | 13 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Pour l'heure, Madagascar ne dispose que d'une dizaine de drones. Un nombre insuffisant par rapport à la superficie du territoire national, alors que ces outils ont déjà prouvé leur efficacité dans le passé. Ce type de matériel peut effectivement sauver des vies, non seulement humaines, mais celles de toutes les espèces faunistiques et floristiques en cas d'incendie ou de trafic. D'après Rinah Razafindrabe, directeur général de la Gouvernance environnementale auprès du ministère de l'Environnement et du développement durable, ces drones permettent d'une part, de faire le suivi des jeunes plants

mis en terre durant la période de reboisement et d'autre part, d'aider à la surveillance des ressources naturelles dans les aires protégées.

« En matière de lutte contre les feux de brousse et de forêt, les drones contribuent à l'efficacité d'évacuation des habitants. C'est le cas l'an passé à Ambohitantely, où les drones ont permis aux techniciens de trouver l'itinéraire le plus sûr durant l'évacuation des victimes de l'incendie », a expliqué pour sa part Andriatsitohaina Rakotozoely, coordonnateur du projet Drone chez Durrell Wildlife Conservation Trust.

Quant à l'intelligence artificielle (IA), elle facilite le traitement des données, notamment les images captées par ces drones, offrant ainsi aux décideurs l'opportunité d'adopter les stratégies les plus efficaces lors des interventions.

« Nous pouvons entrer les types d'images qui ressemblent aux lémuriens et l'intelligence artificielle fait le décompte pour définir leur nombre au sein d'une aire protégée », a poursuivi Andriatsitohaina Rakotozoely.

Afin de renforcer les capacités des acteurs dans le domaine de la protection de la biodiversité, un atelier se tient hier et ce jour à l'hôtel Centell Antanimena. 70 personnes représentant 42 organismes y participent sous la thématique : « L'intelligence artificielle au service de la conservation : évaluation efficace du reboisement et détection des lémuriens grâce aux prises de vue par imagerie satellitaire et drones ».

Cet atelier se déroule dans le cadre du projet "Pioneering approaches for drone use in biodiversity conservation", financé par le gouvernement britannique à travers la Darwin Initiative (Biodiversity Challenge Funds), le Durrell Wildlife Conservation Trust Madagascar (DWCT-M), en collaboration avec le ministère de l'Environnement et du développement durable de Madagascar, Madagascar National Parks (MNP) et l'Université John Moores de Liverpool (LJMU) », selon le communiqué y afférent.

C'est la troisième édition après celles de 2022 et du mois de mai de cette année. « Une quatrième édition est prévue en novembre. C'est la capitalisation des acquis de ces quatre dernières années, en collaboration avec le ministère, le Durrell, Liverpool et de Madagascar national parks. C'est en quelque sorte l'évaluation des progrès réalisés », a conclu Andriatsitohaina Rakotozoely.

Fiscalité : le secteur privé réclame plus de retombées

ARH. | 13 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Lors d'un dialogue récemment organisé entre les représentants du secteur privé et les autorités fiscales, le manque de visibilité des retombées concrètes des impôts payés a été au centre des préoccupations des opérateurs économiques. Ils ont particulièrement souligné ce point lors des échanges avec la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale des Impôts (DGI). Les opérateurs ont insisté sur la nécessité d'améliorer les relations avec l'administration fiscale, estimant percevoir des bénéfices concrets en échange de leurs contributions fiscales. Une meilleure compréhension des affectations de fonds issus de la fiscalité pourrait, selon eux, renforcer la confiance et encourager plus conformité.

En réponse à ces préoccupations, la DGD et la DGI ont réaffirmé leur engagement à procéder à des réformes en vue de fluidifier les procédures, alléger la charge fiscale

et promouvoir une meilleure conformité. Ces efforts s'inscrivent dans une démarche plus large visant à rendre le système fiscal plus transparent et accessible.

Dans ce sens, le ministère de l'Economie et des Finances, à travers la DGD et la DGI, prévoit de multiplier les dialogues avec le secteur privé. Des tables rondes seront également organisées pour traiter des problématiques spécifiques des entreprises, dans l'objectif d'améliorer la qualité des contrôles fiscaux et promouvoir une coopération constructive.